

Article 31 du Règlement

paquebots de croisière sur les Grands Lacs. Comme il y a 14 millions d'Américains à une heure de distance de ma circonscription, je serais heureux qu'on leur permette de venir au Canada naviguer sur les Grands Lacs.

Aujourd'hui, le gouvernement fédéral peut ouvrir la porte aux touristes américains qui apporteront de l'argent et créeront de l'emploi dans le secteur du tourisme d'accueil au Canada.

Les 700 habitants de Skagway, en Alaska, accueillent chaque été 300 000 touristes qui font des croisières. Des ports de toutes les dimensions sur les Grands Lacs pourraient connaître une prospérité comparable, si les propositions étaient agréées à temps.

La conférence des maires de la région des Grands Lacs a reconnu l'importance de cette industrie il y a plus d'un an. J'invite les ministères de la Justice et des Finances à adopter ces propositions avant que nos voisins du Sud ne contrôlent toute l'industrie.

* * *

[Français]

LA RÉFORME DES PROGRAMMES SOCIAUX

M. Benoît Sauvageau (Terrebonne, BQ): Monsieur le Président, hier, à Montréal, 200 jeunes chômeurs et étudiants se sont déplacés pour exprimer au ministre du Développement des ressources humaines leur profonde déception face à la réforme des programmes sociaux que le gouvernement libéral tente de leur imposer.

Ces jeunes, pleins d'énergie et prêts à travailler, ont reproché au ministre son inaction et son cynisme, alors qu'il se prétend impuissant devant l'augmentation du taux de chômage.

Les jeunes ont exprimé de sérieuses critiques à l'égard d'une réforme qui tente d'économiser sur le dos des étudiants, qui évolue sans le consentement des provinces et qui reste sourde aux revendications du Québec pour rapatrier la formation de la main-d'oeuvre.

Les jeunes refusent de se faire imposer une réforme qui mine leur avenir et qui sabre dans les acquis sociaux durement gagnés par les générations précédentes. Les résultats de la consultation sont donc concluants: la réforme proposée est inacceptable et les jeunes la refusent.

* * *

[Traduction]

LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

M. Ian McClelland (Edmonton-Sud-Ouest, Réf.): Monsieur le Président, il y aura bientôt un consensus chez les gens d'affaires. La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a déclaré que tous ses travaux de recherche montrent que les petites et les moyennes entreprises préconisent l'élimination complète du subventionnement d'entreprises et d'associations. Pourtant, les libéraux insistent toujours en disant qu'ils aident les petites entreprises en promouvant le développement régional.

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante n'a eu qu'une suggestion à offrir au gouvernement fédéral: «Dites simplement non.» L'industrie canadienne de l'aérospatiale a déclaré ce qui suit: «Nous avons vu qu'on a tenté de créer une présumée compétition régionale au Canada en montant les entreprises les unes contre les autres au moyen de subventions puisées dans les poches des contribuables. Cela a entraîné un gaspillage d'énergie et d'argent, un marketing mal orienté, une perte d'occasions favorables et un trop grand nombre de faillites commerciales.»

Si le ministre tient tant au développement régional, il ferait mieux de fusionner les programmes établis à cette fin. Il pourrait alors établir une nouvelle société d'État qu'on baptiserait l'«Assiette au beurre incorporée».

* * *

● (1405)

LE PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE

Mme Jane Stewart (Brant, Lib.): Monsieur le Président, les habitants de la circonscription de Brant que je représente ont récemment été témoins d'un grand projet de collaboration intergouvernementale qui a remporté un franc succès.

Les autorités de la ville de Paris voyaient bien que leur poste de police était désuet et ne satisfaisait plus aux besoins de la ville. Entre-temps, la Société canadienne des postes, tout en continuant à desservir les centres urbains et les localités rurales de la région, sous-utilisait le grand immeuble qu'elle possédait au centre-ville.

Aux termes de négociations fructueuses, la petite ville de Paris et la Société canadienne des postes ont conclu un accord aux termes duquel la municipalité rénovera le vieux bureau de poste et le transformera en poste de police moderne, grâce aux subventions offertes dans le cadre du programme de rénovation des infrastructures, un autre bel exemple de collaboration intergouvernementale. La Société canadienne des postes emménagera dans un immeuble plus convenable et plus rentable et continuera de desservir la population de Paris.

Je tiens à féliciter le conseil municipal de Paris, et en particulier le maire Bawcutt, pour avoir négocié et mené à terme ce projet plein de bon sens. Je veux également féliciter la Société canadienne des postes qui gère efficacement ses ressources tout en veillant à améliorer le sort de nos localités.

* * *

L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE

M. Peter Adams (Peterborough, Lib.): Monsieur le Président, je suis ravi de constater que le Nunavut Arctic College, à Iqaluit, et l'Université Trent, à Peterborough, en sont venus à une entente sur l'agrément de leurs cours respectifs, les échanges d'enseignants, d'étudiants et d'employés et l'élaboration de nouveaux programmes de collaboration.

L'accord prévoit également la participation de la Nunavut Implementation Commission, de Nunavut Tungavik Incorporated et d'autres organismes dans le développement de l'enseignement postsecondaire au Nunavut.